

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 18/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELORME SAS

375 Allée du Lubéron
ZA Prato III
84210 Pernes-Les-Fontaines

Références : D-0770-2025
Code AIOT : 0006401244

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement DELORME SAS implanté Bois Feuillet 84100 Orange. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELORME SAS
- Bois Feuillet 84100 Orange
- Code AIOT : 0006401244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Delorme SAS, dont le siège social est situé 375, allée du Luberon - ZA Prato III -84210 PERNES LES FONTAINES, est autorisée à exploiter une carrière sur la commune d'Orange, au lieu-dit « Bois Feuillet ». Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 15 mai 2024, pour une durée de 25 ans et un tonnage moyen de annuel de 50 000 tonnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation partielle	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R512-39-1 et 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats effectués le 16 octobre 2025, les parcelles N1545 (ex parcelle N925) pour une surface de 4 419 m² et N926 pour une surface de 617 m², situées en périphérie de la carrière exploitée par la société Delorme au lieu-dit « Bois Feuillet » sur la commune d'Orange, se révèlent conformes au contenu du dossier de cessation partielle du 26 avril 2022.

En conséquence, il peut désormais être considéré que l'exploitant a satisfait à ses obligations, au regard des dispositions prévues par la réglementation relative aux installations classées.

Par ailleurs, l'inspection rappelle, qu'en vertu des dispositions de l'article R. 512-39-4 du code de l'environnement monsieur le Préfet peut imposer à l'exploitant les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, à tout moment, même après la remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation partielle

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R512-39-1 et 3
Thème(s) : Autre, Cessation partielle
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment : 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ; 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre

des servitudes ou des restrictions d'usage.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

II. - Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Constats :

Par courrier du 26 avril 2022, la société Delorme a sollicité la cessation partielle pour une surface de 5 036 m² de l'exploitation de carrière du lieu-dit « *Bois Feuillet* » sur la commune d'ORANGE, antérieurement autorisée par l'arrêté préfectoral du 17 février 2004. Cette demande a été intégrée dans le dernier dossier d'autorisation environnementale, ayant abouti à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/05/2024. La cessation partielle concerne :

- la parcelle N1545 (ex parcelle N925) pour une surface de 4 419 m² ;
- la parcelle N926 pour une surface de 617 m².

D'après le dossier transmis par l'exploitant, le terrain correspondant à la parcelle N1545 n'a jamais fait l'objet de travaux d'extraction, ni même d'un quelconque aménagement.

Ainsi, la société Delorme précise que :

- cette parcelle correspondait principalement à la bande périphérique réglementaire de 10 mètres ;
- la société DELORME n'a jamais souhaité exploiter ce secteur de la carrière compte tenu de sa proximité avec l'habitation immédiatement située à l'Ouest ;
- la parcelle N1545 demeure dans son état naturel initial (trait pointillé jaune sur la figure ci-dessous), occupée par des boisements.

Comme la parcelle 1545, la parcelle 926 n'a pas fait l'objet d'extraction, ni d'aménagement en raison de sa proximité avec les habitations mitoyennes à l'ouest. Sa surface reste donc à l'état naturel, occupée par des boisements.



Vues satellites des parcelles N926 et N1545

Le 16/10/2025, il a été constaté que les deux parcelles précitées se trouvent à l'extérieur du périmètre clôturé de la carrière. Ces zones sont actuellement boisées et ne comportent aucune installation liée à l'activité de la carrière (cf photographies en annexe).

Type de suites proposées : Sans suite